

Introductions

L'interminable lutte du LKP, *par Mylène Colmar*

Après la mobilisation générale menée par le *Lyannaj Kont Pwofitasyon* (LKP) en 2009, j'avais la certitude que des livres sur ce mouvement historique paraîtraient en nombre, nous livrant récits et analyses des événements. Il y en eut, mais pas tant que cela. J'attendais surtout avec une certaine impatience de trouver en librairie un livre journalistique qui présenterait les faits de manière quasi exhaustive et détaillée. Mais les mois passèrent et rien ne vint.

Peu à peu, germa en moi l'idée d'écrire cet ouvrage. J'avais énormément d'archives sur le sujet, puisqu'en 2009, j'étais secrétaire général de la rédaction-journaliste de l'hebdomadaire *Sept magazine* qui avait consacré plusieurs numéros spéciaux à cette mobilisation. Avec mon collègue journaliste-photographe Bernard Boucard, nous étions chargés, en particulier, de couvrir l'actualité du LKP. Durant ces semaines de manifestation et même après, nous étions partout (ou presque) pour assister aux conférences de presse du collectif, interviewer les principaux acteurs mais aussi des anonymes, suivre les négociations, couvrir de bout en bout les marches revendicatives, afin de recueillir le maximum d'informations.

Cependant, si j'avais la matière, j'hésitais encore à me lancer dans cette entreprise qui m'apparaissait fort difficile à mener seule. Un peu plus de deux ans après la fin de la mobilisation générale du LKP, en mai 2011, j'ai donc contacté Axelle Kaulanjan-Diamant pour lui demander si ce projet l'intéressait. Je savais qu'elle avait couvert le mouvement, qu'elle possédait une masse d'archives, des analyses et un point de vue intéressants. Nous nous sommes entendues sur la forme, nous avons composé sur le fond, pour rédiger cet ouvrage que vous avez aujourd'hui entre les mains¹.

Se souvenir. Fin novembre 2008, j'interviewe Elie Domota, qui n'est alors que le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe, afin d'obtenir son opinion sur la flambée des prix des carburants dans le département, la rédaction de *Sept magazine* ayant décidé d'y

1 En raison de contraintes de temps liées à la publication de cet ouvrage, notre rédaction s'est arrêtée début mai 2012. Notre récit et nos analyses ont été rédigés en fonction des éléments dont nous disposions jusqu'à cette période. Par ailleurs, les auteurs de ce livre ont décidé de nommer les acteurs par leur seul nom de famille, à partir de la deuxième mention, selon la méthode anglo-saxonne.

consacrer un dossier². L'homme fort du syndicat ne mâche pas ses mots, m'expliquant notamment que « *les Guadeloupéens ne sont pas des vaches à lait. Ils en ont marre de se faire escroquer* ».³ Ces propos, ajoutés aux témoignages recueillis au fil des mois sur le terrain, m'ont permis de mesurer alors combien la question des prix des carburants représentait un important sujet de revendication. Cependant, en toute honnêteté, bien qu'ayant le sentiment que la mobilisation programmée pour le 20 janvier 2009 rencontrerait un certain succès populaire, j'étais bien loin de présager de la tournure que prendraient les événements.

Pouvoir d'achat en baisse. Sentiment d'injustice par rapport aux tarifs à la pompe. Chômage toujours élevé. Crise économique mondiale. Climat social extrêmement tendu. En Guadeloupe, alors que l'année 2009 débute, une frange de la population est fort mécontente et très inquiète. Le contexte de l'époque, avec ces multiples et populaires motifs de mobilisation, a sans nul doute « bénéficié » au LKP. Cependant, si dès le départ, les organisations – pourtant de tout ordre – réunies en son sein n'avaient pas réussi à établir cette mécanique leur permettant de fonctionner ensemble, de manière structurée et solidaire, le LKP n'aurait sûrement pas existé. Né d'une succession de négociations et de concessions entre ses membres, le collectif guadeloupéen a mené une mobilisation générale inédite de part sa durée, son intensité et son caractère populaire. Il a ainsi réussi à obtenir une résonance telle qu'il a fait des émules dans d'autres départements et territoires d'Outre-mer qui ont eux-mêmes organisé des mouvements de même nature.

Perspectives. Le choix du LKP de mettre en avant la lutte contre la *pwofitasyon* a largement participé à son succès de l'époque, l'expression permettant un très large champ de revendications. Après les 44 jours de mobilisation générale et la signature du protocole d'accord du 4 mars qui entraîna la fin du mouvement, le collectif n'a cessé de répéter que cette *pwofitasyon* était loin d'être terminée et qu'il était décidé à obtenir d'autres mesures fortes. Plus de trois ans après sa création, le LKP continue de dénoncer cette *pwofitasyon*, terme désormais rentré dans le langage courant dans le département, mais aussi devenu une notion fourre-tout. Et, les problématiques principales, désignées par le collectif lui-même - prix élevés des carburants et des produits de consommation courante, manque de transparence et abus – sont toujours d'actualité, d'où la désillusion d'une partie de la population qui a le sentiment que le LKP n'a, au final, pas obtenu et changé grand chose en Guadeloupe.

2 *Sept magazine*, N°1529, du 27 novembre au 3 décembre 2008, « Essence hors de prix. À qui profite l'arnaque ? ».

3 *Idem*, p. 22.

S'il s'était présenté aux élections régionales de 2010, comme le souhaitait plusieurs de ses membres et partisans, le LKP aurait-il pu remporter des sièges et ainsi faire aboutir certaines de ses revendications ? Nul ne le sait. À l'époque, alors que le collectif était au plus haut de sa popularité et que son unité commençait tout juste à s'effriter, je ne percevais déjà pas comment le collectif, tel qu'il était composé, c'est-à-dire avec des syndicats, partis politiques, associations de toutes sortes, pouvait se transformer en une force politique capable de se ranger derrière un leader désigné. À l'heure où j'écris, ma vision reste inchangée d'autant que le LKP s'est jusqu'à présent toujours refusé à prendre un quelconque tournant politique. Ma co-auteure a questionné à de multiples reprises à ce sujet les hommes forts du LKP, sans obtenir de réponse la satisfaisant. Comme vous le noterez en lisant son introduction, nous ne partageons pas le même point de vue sur la nécessité d'un LKP politique. J'ai d'ailleurs le sentiment profond que le collectif a d'ores et déjà mis de côté – définitivement peut-être – cette question, preuve qu'il ne compte pas sur cette voie pour obtenir la satisfaction de ses revendications.

S'appuyant toujours sur sa popularité - certes difficile à évaluer, le LKP continue à mener la lutte, par le biais notamment de marches revendicatives. Bien qu'il ait perdu quelques-uns de ses éléments au fil du temps, il peut toujours compter sur l'un de ses atouts majeurs, si ce n'est le premier, Domota. Il ne fait aucun doute qu'il a joué un rôle prépondérant lors de la mobilisation de 2009, grâce à sa capacité à séduire les foules et ses nombreuses interventions percutantes dans les médias. Malgré les années écoulées, l'homme n'a guère perdu de son capital sympathie et continue à être une figure importante sur la scène départementale. Un autre porte-parole, pour ne pas dire leader, pour le collectif est-il envisageable ? Assurément. Reste à déterminer quel successeur serait capable de susciter la même vague d'adhésion auprès des partisans et de la population concernée, mais aussi de faire en sorte que le LKP puisse perdurer.

La fin du LKP ?, par Axelle Kaulanjan-Diamant

Au moment où Mylène Colmar et moi apportions les dernières touches à cet ouvrage, était annoncée la tenue du procès de Ruddy Alexis⁴ du 18 au 29 juin 2012, à Basse-Terre. Alexis est accusé d'être le meurtrier présumé de Jacques Bino, ce syndicaliste membre du LKP décédé par balles dans la nuit du 17 au 18 février 2009, en pleine mobilisation générale. Trois ans plus tard, les circonstances du décès de Bino sont encore floues, et les preuves contre Alexis me semblent bien maigres, à vrai dire.

4 Axelle Kaulanjan-Diamant a couvert le début de ce procès qui avait lieu avant l'impression de cet ouvrage. Le 20 juin 2012 au matin, alors que le troisième jour du procès Alexis doit débiter, en mi matinée, il est annoncé que le Président de la Cour d'Assises de Basse-Terre ayant fait un malaise chez lui, l'affaire est renvoyée au lendemain. Le jeudi 21 juin, la Cour décide de reporter les débats à fin novembre 2012 et de maintenir Alexis en détention provisoire.

Mais, l'on ne peut occulter la réalité : un militant a été assassiné durant cette mobilisation. Pourquoi ? Les causes réelles sont encore à déterminer, et nous ne nous aventurerons pas à émettre, sans preuves, une quelconque hypothèse. Cependant, il est certain que le décès de Bino aura marqué le pays, dans sa chair, en perpétuant une tradition de rançon du sang lors des luttes sociales d'envergure en Guadeloupe.

Devoir de compréhension. Au vu de cette unique donnée, il m'est apparu important qu'en tant que journaliste, professeur de Philosophie et Guadeloupéenne, de rendre plus compréhensible le mouvement historique initié par le LKP.

Bien avant les 44 jours, j'avais commencé à enquêter sur des affaires syndicales et judiciaires majeures guadeloupéennes, en vue de mes travaux universitaires, mais aussi afin de produire des ouvrages sur ces questions. En effet, plus que tout autre type d'événement, les affaires syndicales et judiciaires en Guadeloupe, sont, à mon sens, les lieux de manifestation privilégiés d'un processus de développement social et sociétal héritier d'une histoire particulière. Alors, quand le LKP a été créé en décembre 2008, dans un contexte de lutte contre la vie chère, mais aussi de revendication pour plus d'égalité, j'ai compris que quelque chose d'important était en train de se passer. Car, pour qui observe attentivement le pays, il était indubitable que son caractère intrinsèquement révolutionnaire allait se manifester face à l'asphyxie économique dont sont victimes nombre de Guadeloupéens. Et, « ce quelque chose » deviendrait historique au vue de l'unité intersyndicale manifestée, mais aussi et surtout de l'harmonie sans précédent entre des syndicats, aux méthodes musclées souvent décriées par la société civile, et une large majorité de cette même société civile.

Quand Mylène Colmar m'a proposé de travailler avec elle sur ce livre, je n'ai pas hésité, car, comme elle, un ouvrage qui livre les clés analytiques et aussi critiques du mouvement, me semblait important ; et ce, sans partisanerie aucune, outre le devoir de mieux faire comprendre le pays Guadeloupe. Sur ce devoir de compréhension, ma co-auteure et moi avons été, dès le départ (et même avant, lors de nos couvertures respectives des événements en 2009), sur la même longueur d'ondes. Voilà pourquoi nous avons choisi la forme d'un abécédaire, comme un dictionnaire du LKP. Il s'agit d'exposer les faits, tels qu'ils se sont déroulés, tout en vous proposant, à vous lecteurs, des analyses les plus honnêtes possibles et un regard averti, mais aussi jeune et conscient, sur la Guadeloupe d'aujourd'hui.

LKP reloaded ? Nous nous sommes donc mises à l'ouvrage, deux ans après la fin des 44 jours, avec une volonté affirmée d'exposer les tenants et aboutissants de ce mouvement social historique de 2009, tout en gardant un œil sur l'actualité du collectif, afin de décrypter ses nouvelles

actions et éventuelles mutations. En effet, bien après les 44 jours, malgré l'Accord Bino et le protocole d'accord de fin de conflit signé le 4 mars 2009, les *pwofitasyon* n'ont pas cessé en Guadeloupe. Loin de là. Les prix à la consommation, après avoir connu une légère baisse après le mouvement, n'ont eu de cesse d'augmenter et de fortes discriminations persistent. Pour preuve, le conseiller territorial de la Guadeloupe du Défenseur des droits m'a affirmé, lors d'une interview menée en avril 2012, que les discriminations à l'embauche en raison de l'origine et de l'activité syndicale sont les deux plus récurrentes constatées en Guadeloupe.

Dès lors, malgré la popularité du mouvement des 44 jours en 2009 et l'espoir d'un avenir meilleur après la signature du protocole d'accord du 4 mars, en 2012, les choses ont-elles réellement changé ? Plus de trois ans après, la lutte contre toutes les *pwofitasyon* reste plus que jamais d'actualité en Guadeloupe, mais aussi ailleurs, où les mêmes causes ont produit les mêmes effets – ne serait-ce qu'au niveau économique. Situations monopolistiques, coût élevé des produits de consommation de base et des carburants, pouvoir d'achat en berne. Quelques mois seulement après sa départementalisation, à partir d'octobre 2011, Mayotte a aussi connu de violentes manifestations contre la vie chère. À la Réunion, dans le quartier du Chaudron qui a servi de théâtre aux candidats à l'élection présidentielle de 2012 à la recherche d'une légitimité et d'un soutien « ultramarin », des manifestations contre la vie chère et les *pwofitasyon* ont aussi rythmé le pays durant le mois de février 2012.

En Guadeloupe, le LKP et les syndicats qui lui sont affiliés continuent de réclamer, dans plusieurs entreprises, à coups de grèves ponctuelles, parfois dures, l'application de l'Accord Bino, notamment dans la filière canne à sucre avec la grève des salariés de l'usine de Gardel, en pleine période de récolte. De plus, le Comité de suivi de l'Accord Bino n'a toujours pas été constitué afin de faire le point sur l'application dudit accord et des retours au niveau des employeurs et salariés, mais aussi des autorités compétentes en la matière. En outre, à propos de la prolongation du versement de la part de l'État pour les bas salaires bénéficiant du Revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) jusqu'au 31 décembre 2012, le LKP a clairement fait savoir que ce décret venait, selon lui, dénaturer l'Accord Bino ainsi que le protocole d'accord du 4 mars 2009.

LKP (r)évolutions ? Au vu de toutes ces difficultés sociales qui peinent à trouver une issue rapide et satisfaisante, le LKP a fait part de ses intentions de mener des actions significatives. Avec 36 100 bénéficiaires du RSTA en Guadeloupe en mai 2010⁵ et une estimation de 60 000 bénéficiaires potentiels par le LKP, l'on comprend aisément que toute

5 Rapport parlementaire « Propositions pour une transition entre le revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) et le revenu de solidarité active (RSA) en Outre-mer », René-Paul Victoria, mai 2010, p. 13.

revendication liée à l'application stricte de cette mesure constitue une cause potentiellement re-mobilisatrice pour un collectif qui a, objectivement, perdu en capacité fédératrice. En effet, dire que le LKP de 2012 n'est pas celui de 2009 est une banalité qu'il convient néanmoins d'exposer et de désamorcer, tant le sujet est sensible pour les militants, comme pour les hommes forts du collectif.

Même si la marche LKP du 27 mars 2012 a réuni environ 10 000 personnes dans les rues de Pointe-à-Pitre, cette dernière a révélé deux points importants concernant l'organisation du collectif, mais aussi l'arène d'action qu'il lui faut absolument redéfinir, de façon réaliste et dépassionnée. En effet, sur le *mofwazaj*⁶ du LKP, pour qui aura attentivement observé les prises de parole, les conférences de presse, les actions syndicales depuis deux ans en Guadeloupe, ainsi que l'ordre même des organisations dans le cortège du 27 mars, il apparaît clairement qu'un remaniement du leadership du LKP serait en cours. La symbolique d'un Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la Confédération générale du travail de Guadeloupe (CGTG) et considéré comme le numéro 2 du LKP, qui prend la parole avant et plus longtemps qu'Élie Domota, la récurrence des opérations coup de poing en solo de la CGTG, le syndicat de Nomertin en tête de cortège le 27 mars en lieu et place habituels de l'UGTG, et la CGTG faisant cavalier seul à Pointe-à-Pitre le 1^{er} mai 2012 alors que le LKP défile à Marie-Galante, ne sont pas à minimiser, et encore moins à banaliser, sous couvert de démocratie syndicale.

Faut-il s'attendre à un LKP v.2 avec Nomertin et la CGTG à la programmation ? Tout comme ma co-auteure, je suis convaincue que le leader naturellement mobilisateur du LKP demeure Domota. Et, à ce stade où un nouveau leadership serait envisageable, apparaît une aporie en termes de stratégie de communication et de mobilisation. Pour le LKP, il faut, désormais, sans frustrer les forces syndicales autres que l'UGTG, continuer à mobiliser et assurer la démocratie syndicale – notamment par la désignation d'un nouveau porte-parole. Quoi qu'il en soit, si le numéro deux du LKP veut assurer et assumer le leadership du collectif ou, au contraire, s'éloigner du LKP et exister seul, il lui faudra retravailler la capacité fédératrice de la CGTG sur le terrain, mais aussi, cultiver l'intelligence et la finesse de la négociation, domaines dans lesquels s'était illustré Domota.

Second point important : la question politique. Enjeu et moyen d'action sur lesquels ma co-auteure et moi ne partageons pas les mêmes convictions. En effet, en dépit de tous les démentis du LKP au sujet d'une quelconque ambition politique et électoraliste, je maintiens que le LKP fait de la politique, de façon informelle. Nous avons, en France et donc en Guadeloupe, cette fâcheuse habitude de vouloir dissocier, à tout prix,

6 Expression créole guadeloupéenne signifiant remaniement, changement.

syndicalisme et politique de peur que le premier, idéalisé comme seul porteur des aspirations des travailleurs, soit sali par la seconde, communément jugée trop intéressée et pourrie. De plus, en se basant strictement sur la plateforme de revendications du LKP, il apparaît clairement que le champ d'action du collectif dépasse largement le domaine syndical. Dès lors qu'il s'agit d'exiger des remaniements profonds de politiques publiques dans divers secteurs, l'on ne peut prétendre ne faire que du syndicalisme. Car, œuvrer en vue de l'intérêt général pour la « Polis », la Cité, c'est déjà faire de la politique. Ensuite, s'y ajoute, accessoirement, la dimension électorale.

En janvier 2012, Domota me confiait, en off, sa propre vision de la seule action valable qui pourrait être à l'origine d'un profond changement en Guadeloupe. Pour lui, un gouvernement provisoire devrait être établi, tout en se basant sur les revendications du LKP, afin de redresser ce que de droit. Là encore, aporie en termes de stratégie de communication et de mobilisation. Il ne faudrait surtout pas effrayer une majorité de sympathisants du LKP qui sont féroce­ment anti indépendantistes et qui avaient vu dans le collectif un rassemblement apolitique, motivé uniquement par la lutte contre les injustices sociales et sociétales. Et avec l'arrivée des Forces patriotiques anticapitalistes anticolonialistes (FPAC, voir la note 132 de l'entrée *indépendance/indépendantiste*), dont sont membres certaines composantes du LKP, le collectif a été sommé de se positionner politiquement. Ce qu'il n'a toujours pas fait, officiellement, à ce jour. De ce fait, le vide politique laissé par le LKP est désormais occupé par les FPAC, qui se présentent comme la nouvelle est seule Autorité politique guadeloupéenne qui réclame, entre autres, un statut de large autonomie pour la Guadeloupe.

De ce fait, aujourd'hui, à mon sens, la principale limite de l'efficience du LKP réside dans cette volonté têtue de continuer à vouloir se faire passer pour une organisation apolitique. Se décomplexer politiquement et électoralement, serait, selon moi, la seule façon démocratiquement valable pour agir au nom du peuple. Ainsi, la vraie révolution pour le LKP serait de se positionner là où on ne l'attend plus. En politique, et aux élections. Mais il me semble que le collectif a raté la transformation politique pour diverses raisons. Aujourd'hui, le LKP est moribond, les militants blasés et déçus. La *pwofitasyon*, elle, est plus que jamais vivante.